

## POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

---

### **Des leaders mondiaux de l'inclusion, des droits de la personne et de l'égalité feront partie du jury du Prix mondial du pluralisme 2019**

**Ottawa, Canada – 12 avril 2018** – Présidé par le très honorable Joe Clark, ancien premier ministre du Canada, un jury de leaders internationaux a été nommé pour sélectionner les lauréats du deuxième [Prix mondial du pluralisme](#). Le Prix reconnaît des individus et des organisations qui exemplifient le pluralisme en action. De façons révolutionnaires et créatives, les lauréats du Prix bâtissent des sociétés où la diversité est respectée et valorisée. Le Prix est un programme du [Centre mondial du pluralisme](#), une organisation à but non lucratif fondée par Son Altesse l'Aga Khan en partenariat avec le gouvernement du Canada afin de favoriser les réponses positives au défi de vivre ensemble de manière pacifique et productive dans les sociétés diversifiées.

Le jury indépendant se compose d'éminents experts en provenance des Amériques, de l'Europe et du Moyen-Orient. À travers leur travail au gouvernement, en droits de la personne, en éducation, dans les universités et dans le secteur privé, les jurés ont acquis une compréhension approfondie des efforts exceptionnels qu'il faut déployer pour bâtir des sociétés où les différences sont valorisées et respectées.

« Je suis honoré de présider un jury qui croit si fermement au soutien des individus et des organisations qui encouragent les avantages de la diversité. À cette époque de discorde, les exemples positifs de pluralisme offrent de l'espoir et de l'inspiration », a expliqué le très honorable Joe Clark, président du jury du Prix.

Le jury se rencontrera deux fois en 2019 afin de choisir les trois lauréats du Prix mondial du pluralisme et jusqu'à sept mentions d'honneur. Les Prix seront remis en novembre 2019 lors d'une cérémonie à Ottawa, au Canada, au Centre mondial du pluralisme. Les lauréats recevront chacun un montant de 50 000 CAD.

Membres du jury :

- Le très honorable Joe Clark, ancien premier ministre et ex ministre des Affaires étrangères du Canada (président)
- Paula Gaviria Betancur, conseillère présidentielle pour les droits de la personne, Colombie
- Siva Kumari, directrice générale du Baccalauréat International, États-Unis
- Tarek Mitri, directeur de l'Institut Fares pour la politique publique et les affaires internationales de l'Université américaine de Beyrouth, Liban
- Naheed Nenshi, maire de Calgary, Canada
- Pascale Thumerelle, fondatrice de Respethica et ancienne directrice de la responsabilité sociétale d'entreprise chez Vivendi, France

Le Prix accepte les candidatures jusqu'au 30 avril 2018 à [prix.pluralism.ca](http://prix.pluralism.ca).

**Pour de plus amples informations :**

Calina Ellwand  
Centre mondial du pluralisme  
+1-613-688-0137  
media@pluralism.ca

**Jury du Prix mondial du pluralisme**

**Le très honorable Joe Clark (Canada – président du jury)** a été élu huit fois à la Chambre des communes du Canada. Il a été le plus jeune premier ministre du Canada (1979-1980) et l'un des plus éminents secrétaires d'État aux Affaires étrangères (1984-1991) de l'histoire du Canada, avant de devenir ministre des Affaires constitutionnelles. Monsieur Clark a joué un rôle clé dans quelques réalisations du pluralisme déterminantes de l'histoire récente : la campagne du Commonwealth contre l'apartheid, la Conférence d'Ottawa, qui a permis une entente sur la formule du « deux plus quatre » pour unir l'Allemagne à la fin de la guerre froide, et la négociation de l'Accord de Charlottetown au Canada (un accord constitutionnel canadien complexe entre le gouvernement fédéral, les provinces, les territoires et les Premières Nations). Aujourd'hui, il met en pratique son expérience au sein d'un grand nombre de conseils et de fondations en faisant la promotion de la démocratie et en encourageant l'innovation et les réformes concrètes dans les pays en développement.

**Mme Paula Gaviria Betancur (Colombie)** est conseillère présidentielle pour les droits de la personne en Colombie, où elle dirige la mise en œuvre de la Stratégie colombienne de garantie des droits de la personne 2014-2034. Avocate de formation, elle a lancé et dirigé pendant plus de quatre ans l'unité d'aide aux victimes, une entité gouvernementale responsable de l'indemnisation de huit millions de victimes du conflit armé. En 2016, la Banque mondiale lui a remis le José Edgardo Campos Collaborative Leadership Award pour son travail. Madame Betancur a contribué à la partie sur les droits des victimes dans le dernier accord de paix signé entre le gouvernement de la Colombie et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC-EP), qui accordait un rôle de premier plan aux victimes dans la mise en œuvre de l'accord. Auparavant, elle a guidé des initiatives auprès d'organisations civiles, dont la Fundación Social. Elle a dirigé le service des communications de la Cour constitutionnelle en plus d'être la secrétaire particulière de l'ombudsman. Elle a également dirigé la Direction nationale de la promotion des droits de la personne pour le bureau de l'ombudsman.

**Mme Siva Kumari, Ph. D. (États-Unis)** a pris ses fonctions en tant que directrice générale du Baccalauréat International (IB) en janvier 2014. Elle est la septième personne et la première femme à occuper ce poste. Madame Kumari a rejoint l'IB en avril 2009 en tant que directrice régionale pour l'Asie-Pacifique. En mai 2010, elle a été nommée au nouveau poste de chef de la direction de la division scolaire. Dans le cadre de ses fonctions, elle est responsable de la recherche, de la reconnaissance des programmes par les universités, de l'amélioration scolaire et de la division scolaire et du perfectionnement professionnel. Elle s'occupe également des relations avec les écoles, les gouvernements et les fondations dans les trois régions du BI : les Amériques, l'Asie-Pacifique et le Moyen-Orient. Avant de se joindre au BI, Mme Kumari a été pendant 15 ans première vice-rectrice adjointe à l'enseignement et à la recherche des initiatives K-12 à l'Université Rice aux États-Unis. Relevant directement du président et du recteur à l'enseignement et à la recherche, elle a supervisé plus de 80 efforts de sensibilisation pour l'université. Elle a également reçu du financement externe compétitif de la National Science Foundation, du financement provenant de fondations d'entreprises locales et nationales ainsi

que des prix nationaux et régionaux pour ses travaux de recherche en enseignement et en apprentissage.

**M. Tarek Mitri, Ph. D. (Liban)** est directeur de l'Institut Fares pour la politique publique et les affaires internationales de l'Université américaine de Beyrouth où il supervise les efforts de l'institut pour approfondir les recherches en matière de politiques dans la région arabe. Avant cela, il a été représentant spécial auprès du secrétaire général des Nations Unies pour la Libye de 2012 à 2014. De 2005 à 2011, il a travaillé auprès de quatre gouvernements libanais successifs à titre de ministre de l'Environnement, de la Réforme administrative, de la Culture et de l'Information ainsi que de ministre par intérim des Affaires étrangères. Il a auparavant occupé différents postes dans les domaines des relations entre chrétiens et musulmans et du dialogue interculturel et interreligieux. Il a enseigné à l'Université Saint-Joseph, l'Université Balamand, l'Université de Genève, l'Université libre d'Amsterdam, l'Université Harvard et l'Université américaine de Beyrouth. Il est président du conseil d'administration du Musée Nicolas Ibrahim Sursock et de l'Institut des études palestiniennes. Il est membre du conseil stratégique de l'Université Saint-Joseph et du Centre arabe de recherche et d'études politiques. Il a rédigé de nombreux ouvrages et articles sur des enjeux arabes contemporains, la religion et la politique et sur le dialogue interculturel et interreligieux.

**Son honneur Naheed Nenshi (Canada)** remplit actuellement son troisième mandat à titre de 36<sup>e</sup> maire de Calgary. Avant de devenir maire, il a été le premier professeur permanent canadien dans le domaine de la gestion des organismes à but non lucratif au sein de la Bissett School of Business de l'Université Mount Royal, et conseiller de confiance en affaires auprès de chefs d'entreprise Canadiens et Américains. À titre de maire, son leadership a engendré de nombreux changements positifs pour Calgary. Il a transformé le gouvernement municipal en vue de mieux ancrer une culture de l'amélioration axée sur les citoyens et a contribué à bâtir des communautés plus inclusives grâce à des initiatives telles qu'« Enough for All », un programme visant à réduire de moitié le nombre de Calgariens qui vivent sous le seuil de pauvreté d'ici 2023, « Trans Day of Visibility », une journée de sensibilisation aux difficultés auxquelles font face les communautés transgenres à Calgary, et un programme pour réfugiés qui accueille en moyenne 1 100 réfugiés par an dans la ville.

**Mme Pascale Thumerelle (France)** est la fondatrice de Respethica, un cabinet de conseil qui accompagne les entreprises et les investisseurs dans leur choix d'allier responsabilité sociétale et création de valeur durable. Mme Thumerelle a été directrice de la responsabilité sociétale de Vivendi, un groupe de contenus, de médias et de communications d'envergure internationale (2001-2017). Elle a activement contribué à définir le champ de la responsabilité du secteur des médias et des industries culturelles envers la société. Elle a notamment mené à bien une démarche pionnière de reporting intégré fondée sur des indicateurs financiers et extra-financiers pour illustrer le lien entre les investissements de Vivendi dans des contenus culturellement diversifiés et la création de valeur pour le groupe et ses parties prenantes (artistes, employés, communautés locales, actionnaires, institutions, clients). En 2015, Mme Thumerelle figurait dans la Global Diversity List ([Top 50 diversity professionals in industry](#)) produite par *The Economist*. Cette liste souligne les réalisations de personnalités des secteurs public et privé, qui se sont illustrés dans le monde entier par leurs engagements et leurs efforts envers la diversité. En 2018, elle a rejoint la Plateforme RSE (Responsabilité sociétale des entreprises) mise en place par le Premier ministre de la France.